

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 1 (1860), p. 1-13

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1860__1__1_0

© Société de statistique de Paris, 1860, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA



SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.

PREMIÈRE PARTIE. — TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

Extrait du procès-verbal de la séance d'installation.

Le 5 juin, à deux heures de l'après-midi, la Société de statistique de Paris, autorisée par arrêté du préfet de police du 14 mai 1860, s'est réunie pour la première fois dans le local de ses séances à l'Hôtel-de-Ville (salle dite de la Caisse d'Épargne). Sur l'invitation d'un certain nombre de membres, M. Legoyt explique à l'assemblée qu'en l'absence de M. Villermé, membre de l'Institut, qui devait occuper le fauteuil en qualité de président d'âge, il croit devoir, comme fondateur de la Société, lui proposer de constituer son bureau ainsi qu'il suit :

Président d'honneur : M. VILLERMÉ, membre de l'Institut;

Président : M. Michel CHEVALIER, sénateur, membre de l'Institut;

Vice-présidents : MM. WOLOWSKI, membre de l'Institut;

DE LAVERGNE, *idem*.

Victor FOUCHER, conseiller à la Cour de cassation;

le marquis DE FONTETTE, président de la Chambre d'agriculture de l'Eure;

Secrétaire perpétuel : M. LEGOYT, chef du bureau de la statistique générale de France.

Trésorier : M. LE HIR, docteur en droit, suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement.

Cette proposition ayant été votée à l'unanimité, les membres ci-dessus désignés prennent place au bureau en leurs qualités respectives.

M. le président prend alors la parole et s'exprime ainsi qu'il suit :

« Messieurs, la statistique, au nom de laquelle nous sommes réunis dans cette enceinte, est la sœur légitime de l'économie politique; elle lui est étroitement unie dans la classification de l'Institut, puisqu'à elles deux indissolublement elles composent une section de l'Académie des sciences morales et politiques. Elles offrent l'une et l'autre à l'homme studieux un champ vaste qui s'élargit par leur concours.

« Des deux sciences jumelles que je viens de nommer, l'économie politique et la statistique, la dernière est celle dont l'aspect est le plus aride. Elle se présente nécessairement et fatalement toute hérissée de chiffres, et dans notre siècle, qui cependant passe pour très-positif, il ne manque pas de personnes qui affectent de montrer une sorte de dégoût lorsqu'on leur met sous les yeux des colonnes de chiffres et des calculs numériques. Mais est-ce à dire pour cela que la statistique ne soit pas appelée à rendre des services fort recommandables? Pour être utile, il n'est point indispensable d'arriver la tête couronnée de fleurs, ou de ne s'exprimer qu'en style figuré. S'il en était autrement, où en seraient toutes les branches du savoir humain, à commencer par la plus élevée de toutes, la philosophie ?

« On a depuis longtemps recommandé à l'homme cette maxime : *Connais-toi toi-même*. La connaissance de soi, de sa situation et de ses affaires, n'est pas moins commandée à un peuple qu'à un individu. Or il est clair que, pour un peuple ou une société, la statistique offre le moyen, le seul qu'il y ait, d'analyser sa position, de se rendre un compte exact de ses éléments de prospérité et de richesse, de savoir l'étendue des progrès qu'on a accomplis dans ses industries et dans les autres modes de son activité, ou au contraire de mesurer sa décadence. Il est vrai que lorsqu'un grand philosophe a prononcé la parole : *Connais-toi toi-même*, il l'appliquait particulièrement au monde moral, et que la statistique est plutôt applicable à des faits matériels. Mais en vertu de la relation intime qui existe entre le moral et le physique, les faits matériels sont bien souvent les signes palpables par où se révèle l'état moral des peuples, ainsi que leur état intellectuel, et, s'il était besoin d'en donner la preuve, il n'est aucun de vous qui fût embarrassé pour citer aussitôt des exemples. Une statistique détaillée de l'enseignement constate quelle est la culture intellectuelle de chacune des classes de la société; elle dénote le degré d'importance qu'on attache à chacune des branches des connaissances, et le développement acquis à chaque degré d'instruction. Par les relevés des naissances légitimes et illégitimes la statistique fournit des indices irrécusables de la moralité des populations. Elle répand des lumières sur le même sujet par d'autres voies. La statistique criminelle, qui a été si bien élaborée chez nous, jette une clarté quelquefois trop vive sur les habitudes morales des peuples et sur la manière dont ils sont familiers avec le respect de la propriété et des personnes.

« Une statistique bien faite est comme un témoin impassible, au dessus de toute intimidation comme de toute séduction, qu'on peut assigner et interroger avec confiance et avec profit, lorsqu'on veut s'éclairer sur les différents aspects de la civilisation; car il n'en est presque aucun qui ne se manifeste par des faits tangibles et saisissables, et qui, par conséquent, ne soit placé, de près ou de loin, dans le cercle légitime des attributions de la statistique. Des faits curieux et souvent imprévus jaillissent ainsi de ces groupes de chiffres dont l'aridité rebute au premier abord. De nombreuses indications ont été fournies par ce moyen à l'administrateur et à l'homme d'État pour la solution de problèmes qui appartenaient le plus incontestablement à l'ordre moral. Les relevés qui ont été dressés relativement au nombre des récidives, par exemple, ont été précieux pour le législateur, et ont inspiré des mesures tutélaires et conservatrices, dont la politique s'applaudit autant que la philanthropie.

« Ces observations si rapides, et, je dois m'en excuser, si incomplètes, au sujet des mérites de la statistique ainsi que de sa compétence, sont de nature à la relever. Ce ne sont cependant pas les seuls titres qu'elle puisse invoquer pour obtenir d'être traitée avec une considération particulière par les hommes qui aiment le progrès et qui s'enthousiasment volontiers pour ce que la civilisation a de plus noble et de plus précieux.

« Les nations tendent de toutes parts à se mettre en possession des institutions représentatives, chacune sous la forme et dans la mesure appropriée à son génie, à ses traditions, à l'état des esprits dans son sein. C'est là qu'est l'avenir du monde. Jetez les regards sur le spectacle qu'offre l'Europe en ce moment; vous serez frappé du contraste qui éclate entre les pays qui jouissent du régime représentatif et ceux qui en restent privés. La démarcation est profonde. D'un côté, une féconde activité, la culture des arts, des lettres et des sciences, la sécurité et l'ordre public se consacrant et s'affermissant, les populations s'attachant à leurs institutions et témoignant à leurs gouvernements une confiance croissante. Là, au contraire, où le principe représentatif est banni, les arts, les lettres, les sciences s'étiolent ou disparaissent; l'industrie est en arrière; l'ignorance et la superstition, qui sont le triste partage de l'immense majorité, ne préservent pas les populations de l'amour d'un changement dont l'urgence se fait sentir dans l'air même qu'elles respirent. Je ne charge point le tableau, messieurs; je vous fais les juges de son exactitude.

« Or, la statistique est comme un des organes essentiels du régime représentatif. Sous toutes les variétés que comporte ce régime, il est fondamental que les gouvernés

interviennent dans la gestion de leurs intérêts, qu'ils aient le droit de scruter leurs affaires et particulièrement qu'ils votent les dépenses publiques. Mais la condition pour qu'ils remplissent bien ces attributions, c'est que des comptes soient présentés au pays sur les diverses branches de l'administration, et comme l'administration a des points de contact multipliés avec la plupart des branches de l'activité nationale, la conséquence coule de soi : il faut de nécessité qu'on fasse de bonne statistique sur tout ce qui se prête à des appréciations numériques. Voilà comment, partout où les chiffres peuvent apparaître, la statistique est fondée, dans les États bien constitués, à se présenter et à faire valoir ses droits, en s'appuyant sur l'intérêt général de la société.

« On peut dire qu'à plus d'un égard la sincérité du régime représentatif peut se mesurer au soin dont la statistique est l'objet et à l'abondance des documents qu'elle produit.

« Qu'était-ce que la statistique en France avant 1789, c'est-à-dire lorsque le système représentatif n'existait pas, ou, pour parler plus justement, pour notre patrie, n'existait plus ? Le régime représentatif s'ouvre chez nous par le *compte rendu* de Necker qui était un premier essai de statistique générale des ressources de l'État et de la richesse publique. La République française et l'Empire n'ont pas laissé que de produire des œuvres statistiques dignes d'être citées et nombreuses. Lorsque cette dictature cessa et que le régime représentatif momentanément voilé reparut à la clarté du jour, les documents statistiques se multiplièrent : l'État et les particuliers rivalisèrent pour en doter le public, et cette heureuse émulation n'a pas discontinué jusqu'à ce moment où la fondation même de la société qui s'inaugure aujourd'hui, est la preuve évidente de la faveur dont jouit chez nous la statistique.

« L'Angleterre, qui est le pays de l'Europe où le système représentatif a atteint son plus grand développement, et où il a pris la forme du gouvernement direct du pays par le pays ou *self-governement*, en ce sens que l'administration et même la politique sont plus dans les mains du parlement que dans celles de l'autorité royale l'Angleterre est la contrée où se publie le plus de documents statistiques. Ses livres bleus (*blue books*), comme on les appelle, sont très-multipliés, et chaque année les relevés produits au parlement et provoqués par lui sous le nom de *returns*, et qui se composent presque uniquement de statistique, sont littéralement innombrables. Depuis que l'Espagne est entrée dans le système représentatif, par cette invincible raison, elle s'est mise à faire de la statistique, et elle commence à en faire de fort recommandable. On fait aussi de très-bonne statistique en Belgique, et le mérite des statisticiens de la Prusse est justement renommé. Les États-Unis ont produit dans plus d'une circonstance des œuvres statistiques d'un grand intérêt ; aucun peuple n'a consacré aux travaux statistiques des sommes plus fortes que celles qu'a accordées le congrès au dernier recensement de la population, recensement qui a été accompagné de relevés très-nombreux sur les occupations des citoyens et sur les éléments composant la richesse du pays.

« Je ne prétends pas dire qu'il ne se soit fait aucune œuvre intéressante dans les États qui restent dépourvus encore des institutions représentatives. Dans l'empire d'Autriche, par exemple, il y a eu et il y a des statisticiens distingués ; il y a paru même des publications statistiques officielles qui ont justement été remarquées. Mais en pareil cas les publications statistiques sont des exceptions au lieu d'être la règle. Les gouvernements qui ont la prétention de tirer leur droit d'eux seuls répugnent à compter avec le public. Ils ont d'ailleurs une autre raison pour n'aimer pas à rendre des comptes ; c'est que, le plus souvent, à l'époque où nous vivons, ce ne sont pas de brillants résultats qu'ils auraient à signaler. Dans les contrées soumises à leurs lois, les statistiques les plus intéressantes de toutes, celles qui se rattachent au service financier de l'État, seraient la révélation d'abus plus ou moins criants qui appelleraient aussitôt la réprobation ou tout au moins la critique du monde civilisé. Le plus souvent aussi, ces statistiques financières constateraient une situation déplorable du trésor ; car c'est un fait d'observation que cette catégorie d'États présente presque toujours des finances en désordre.

« Ainsi la statistique est incorporée au régime auquel appartient l'avenir des so-

ciétés; elle en est inséparable, et on est fondé à dire que sa culture et ses progrès sont liés à la cause de la civilisation même.

« De là suit, Messieurs, que nous ne saurions apporter trop de soin et trop de scrupule à nos travaux. La statistique n'est point un art de fantaisie : il faut donc s'appliquer à en écarter tout ce qui est hypothétique et conjectural. Il ne faut rien négliger pour y introduire les méthodes les plus sûres. Nous devons avoir présents à l'esprit les services qu'elle est appelée à rendre, les matériaux précieux qu'elle peut fournir aux amis du progrès, l'assistance qu'elle procure aux bons citoyens pour l'accomplissement de leurs devoirs publics, l'appui qu'elle donne à l'administrateur, les inspirations qu'il lui appartient d'offrir au législateur lui-même. Il n'en faut pas davantage pour faire prendre en patience ce qu'elle a de pénible dans ses labeurs.

« Une des améliorations les plus signalées qui aient été introduites dans la statistique est celle qui a consisté à réunir des documents qui embrassent et résument une suite d'années. De cette manière, on se donne le moyen de suivre les faits à travers des périodes diverses, et presque à travers les âges. A cet égard la statistique française peut citer un certain nombre d'œuvres remarquables, et, par exemple, les *tableaux décennaux* du commerce, dont chacun récapitule les précédents. Dans le même genre, il y a lieu de faire une mention toute particulière d'un résumé que publie tous les ans l'administration britannique sous le nom de *Statistical Abstract*, et qui réunit en quarante-huit pages tous les faits principaux des finances, du commerce d'importation et d'exportation, de la navigation, des institutions de crédit, du monnayage, des caisses d'épargne, du paupérisme, pour chacune des quinze dernières années. Il est impossible d'accumuler une plus grande masse de matériaux dans un si petit espace. Il serait à désirer qu'un résumé semblable fût publié en France. Les éléments qui doivent le composer existent, et l'administration a, vous le savez, des agents habiles qui sauraient les disposer dans l'ordre le plus parfait.

« Nous vivons dans un temps dont ce sera l'honneur d'avoir voulu fortement et d'une manière imperturbable le rapprochement des peuples civilisés, la mise en commun des intérêts de toute la famille humaine. Si notre siècle doit avoir dans l'avenir un symbole qui le rappelle et le représente, ce sera le chemin de fer ou le télégraphe électrique, instruments infatigables de l'unité et de la solidarité du genre humain. Rien n'échappe à l'action de l'esprit qui se manifeste par l'intermédiaire de ces deux puissants leviers, et qui met en œuvre bien d'autres mécanismes encore. La statistique elle-même en subit l'influence et doit l'éprouver de plus en plus. Par cela même que tous les intérêts tendent à se coordonner; par cela même que les habitants de toutes les parties de la terre se recherchent les uns les autres, non plus pour se détruire et s'exterminer, mais pour échanger leurs idées et leurs sentiments, aussi bien que les productions de leur activité industrielle; par cela même l'isolement est un contre-sens et une impossibilité, aussi bien pour la science que pour les individus et les peuples. La statistique ne saurait donc se cantonner dans les frontières d'un État; elle devient non-seulement plus concluante et plus profitable, mais aussi plus attachante, lorsqu'elle compare les faits observés dans les différents États. La statistique comparée répand de vives lumières sur l'administration, sur l'organisation sociale et sur les institutions diverses de chaque État en particulier, de même que l'anatomie comparée donne des éléments précieux pour l'intelligence de l'anatomie particulière à chacune des espèces, et elle devient ainsi un moyen d'organiser parmi les peuples la salutaire hygiène d'une forte émulation. Mais je n'ai pas à insister sur ce point. L'esprit de comparaison, le génie cosmopolite a sa place déjà faite dans la statistique. Parmi les hommes éminents qui me font l'honneur de m'écouter, plusieurs l'ont montré par leurs écrits bien mieux que je ne pourrais le faire par mes paroles.

« Cette heureuse tendance s'est révélée avec une grande intensité d'une manière toute spontanée, dans ces derniers temps, de même que les fruits de chaque saison apparaissent d'une manière toute spontanée lorsque la marche de la terre dans son orbite en a marqué le moment. Elle a donné naissance à des congrès de statistique, dont l'objet était de convenir de bases uniformes pour la préparation des documents qui relèvent de notre science. L'attention que vous avez consacrée à ces congrès,

Messieurs, et la part que plusieurs d'entre vous y ont prise, démontrent qu'il y a lieu de persister dans cette voie, et je ne vois guère de moyen de nous rendre utiles qui surpasse celui-ci.

« La pensée d'avoir des bases uniformes pour la statistique dans les différents États comporte une application qui certainement n'aura échappé à aucun de vous, et pour laquelle on peut dire que le temps est venu; je veux parler de l'uniformité des poids, mesures et monnaies, uniformité que poursuit spécialement une association internationale qui compte plusieurs de vous parmi ses membres. Si l'uniformité est acceptable quelque part, c'est assurément dans les poids, mesures et monnaies. Il y a là lieu d'opérer une révolution qui se recommande par ce caractère qu'elle ne ferait aucune victime, et que, tandis qu'aucun intérêt n'aurait à en souffrir, une multitude d'autres intérêts matériels et moraux auraient à s'en féliciter.

« Pour tous ceux qui se livrent à des travaux statistiques, quelle simplification ce serait, quel vaste champ s'ouvrirait presque sans effort! quelle facilité pour pénétrer dans des détails qu'on n'aborde aujourd'hui qu'avec de fatigants labeurs!

« La seule difficulté que semble pouvoir rencontrer l'adoption d'un système uniforme de poids, mesures et monnaies, a son origine dans l'amour-propre national des différents peuples. Il semble que si l'on adopte le système d'une des nations, c'est une sorte de subordination que les autres acceptent par rapport à elle, et la fierté toujours excitée des peuples européens se révolte à cette pensée. Mais il est un moyen excellent de donner satisfaction à cette personnalité ombrageuse: c'est de renvoyer dos à dos tous les systèmes particuliers pour en adopter un qui serait établi à frais nouveaux, indépendamment de tout ce qui a pu précéder. Or, cette tentative n'est pas un vain projet; c'est déjà un fait accompli. Le système métrique n'est l'œuvre d'aucune nation en particulier; la France en avait pris l'initiative, mais en cela elle avait été devancée par des penseurs de différents pays. Quand bien même l'honneur de l'initiative reviendrait à la France, il resterait que le système métrique, au lieu d'être son ouvrage propre, a été étudié et déterminé avec le concours de tous les États avec lesquels la France n'était pas en guerre à cette époque. En ce moment le système métrique est l'objet de l'attention générale du monde civilisé. Un grand nombre d'États se le sont approprié dans les deux hémisphères. Parmi eux on doit citer une vaste monarchie qui, après avoir eu des revers et subi une décadence affligeante, prend maintenant un nouvel essor, et semble à la veille de se créer de nouveau de grandes destinées: je veux parler de l'Espagne. Il y a moins d'un an, un congrès international s'est assemblé dans une ville d'Angleterre, à Bradford, à l'effet de délibérer sur le sujet d'un système uniforme de poids et mesures. Il réunissait plusieurs hommes importants de la Grande-Bretagne, et entre autres un vétérana illustre pour les services qu'il a rendus à la cause du progrès en bien des genres, l'ancien chancelier d'Angleterre, lord Brougham.

« Une puissante monarchie, qui pèse d'un grand poids dans la balance du monde, et où l'esprit du progrès social reçoit des encouragements éclatants depuis l'avènement de son nouveau souverain, l'empire de Russie, était officiellement représenté au congrès de Bradford par un savant distingué. La conclusion du congrès a été que le système métrique était la meilleure solution, qu'il répondait à tous les besoins en ce qui concerne les poids et mesures, la question des monnaies étant réservée pour une discussion future. Le congrès de Bradford n'étant qu'une réunion libre, il ne faut pas s'exagérer la portée de sa délibération. Ce n'en est pas moins une pierre d'attente sur laquelle il y a lieu de croire qu'il sera édifié quelque chose dont les amateurs de bonne statistique ne seraient pas les derniers à se féliciter.

« Ainsi, Messieurs, si vous aviez besoin d'être encouragés dans vos travaux par la récapitulation des titres qui recommandent la science de la statistique, il serait facile de produire en son nom de beaux états de service et de faire voir que sa culture se rattache à des améliorations importantes dans les genres les plus divers. Elle trouve en elle-même de quoi se consoler des qualifications peu bienveillantes qui lui ont été adressées quelquefois; elle sait qu'elle les partage avec l'économie politique, mais c'est une raison de plus pour qu'elle ne s'en affecte pas, et la fraternité qui l'unit à l'économie politique est désormais pour elle une source de considération et

de respect. L'économie politique a obtenu depuis 1846 au moins, des mains de l'illustre sir Robert Peel et du gouvernement anglais, la constatation officielle de ses droits. Successivement les États les plus jaloux de leur renommée reconnaissent en elle la théorie générale de l'administration; de même, du moment que la statistique est cultivée par des hommes tels que ceux qui composent notre société ou qui ont promis leur adhésion, il ne faut pas désespérer de voir la statistique honorée publiquement comme l'auxiliaire de l'économie politique et comme la comptabilité générale des peuples civilisés. » (*Applaudissements prolongés.*)

L'ordre du jour appelle la discussion des statuts, préparés par le fondateur de la société.

La discussion s'engage immédiatement sur l'art. 1^{er}. Un membre ayant fait observer que le titre proposé de *Société de statistique de Paris* pourrait induire à penser que la société ne doit s'occuper que de la statistique de cette ville, divers amendements sont proposés et successivement examinés. — Un autre membre exprime l'avis qu'à la suite de l'observation faite par M. le président, il convient de ne modifier le projet de statuts qu'en face d'une nécessité bien démontrée, nécessité qui n'apparaît pas en ce qui concerne l'article 1^{er}. — Cet article est maintenu.

L'art. 2 du projet, qui proposait de diviser la société en huit sections distinctes, est renvoyé à la discussion du règlement intérieur, dans lequel l'assemblée estime qu'il doit être compris.

L'art. 3, par lequel la société décide qu'elle publiera un journal mensuel, est adopté sans discussion. — Il en est de même de l'art. 4, par lequel la société manifeste son intention de créer, lorsque sa situation financière le lui permettra, une chaire de statistique comparée.

L'art. 5, relatif aux récompenses honorifiques à décerner par la société aux meilleurs travaux qui lui auront été communiqués, est adopté avec les modifications ci-après : *Ces récompenses seront décernées sur le rapport d'une commission spéciale nommée par l'assemblée, et dont les membres ne pourront prendre part au concours.*

Une vive discussion s'engage au sujet de l'art. 6, qui propose d'interdire toute lecture dont le manuscrit n'aura pas été préalablement communiqué au Bureau quinze jours à l'avance, et lui confère le droit de s'opposer à cette lecture.

L'assemblée consultée, maintient le principe de la communication préalable au Bureau, mais en supprimant le paragraphe qui proposait de lui conférer le droit de s'opposer à la lecture.

L'art. 7 est adopté sans discussion.

L'art. 8 est modifié en ce sens que l'auteur d'une communication conservera la propriété de son manuscrit, mais que la lecture qu'il en aura faite donnera à la société le droit de l'insérer en tout ou partie dans son journal.

L'art. 9 est adopté sans contestation.

L'art. 10 est adopté avec les modifications suivantes : 1^o l'époque du paiement de la cotisation est fixée aux premiers jours de janvier et non de juin ; 2^o tout membre en retard pendant une année d'acquitter sa contribution, ne sera pas de droit considéré comme démissionnaire, mais *pourra* être considéré comme tel par une décision du bureau.

L'art. 11, aux termes duquel les noms des 200 premiers membres devront être inscrits sur un tableau d'honneur dans la salle des séances, est renvoyé au règlement intérieur de la société.

L'art. 12 est adopté sans discussion.

L'art. 13 relatif aux mesures à prendre vis-à-vis d'un membre qui, par sa conduite au sein ou en dehors de la société, aurait mérité de cesser d'en faire partie, est rejeté sans discussion.

Une discussion prolongée s'élève sur la disposition de l'art. 14, relative à la création d'un secrétaire perpétuel.

Cette discussion étant close, M. le président annonce qu'il va mettre successivement aux voix, d'abord la proposition primitive qui est la plus large, savoir la per-

pétuité des fonctions de secrétaire; puis, en cas de rejet, la fixation de leur durée, soit à dix, soit à cinq ans, soit enfin à un an. Le vote a lieu sur la première proposition: l'épreuve étant considérée comme douteuse, la contre-épreuve a lieu. Elle donne pour résultat 18 voix pour et 11 contre la perpétuité des fonctions, dont le principe est ainsi adopté.

L'art. 14 est d'ailleurs complété par une disposition additionnelle qui institue un trésorier.

L'art. 15 relatif aux droits et devoirs du président est adopté sans discussion.

L'art. 16 est modifié en ce sens que l'administration et la direction du journal, au lieu d'être remises au secrétaire perpétuel, sont confiées collectivement au bureau.

Le 1^{er} paragraphe de l'art. 19 ainsi conçu: *La société se réunit de plein droit et sans convocation préalable le 1^{er} mardi de chaque mois*, est remplacé par celui-ci: *La société se réunit une fois par mois*. Le nombre des membres sur la demande desquels une réunion extraordinaire peut avoir lieu, est réduit de 20 à 10. Les mots: *La société tient tous les ans une séance publique*, sont substitués à ceux-ci: *La société tient, le jour anniversaire de sa fondation, une séance publique*.

L'art. 20 qui accordait aux membres de la société habitant la province le droit de voter par procuration à ses réunions, est supprimé.

Est également supprimé le § de l'art. 21 qui accordait un jeton de présence aux membres de la société, lorsque les ressources de la société l'auraient permis.

L'art. 22 est adopté.

L'art. 23 et dernier est adopté avec cet amendement que les statuts ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une convocation spéciale et à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'ordre du jour appelle la discussion d'une proposition ayant pour objet de décerner le titre de membres correspondants à un certain nombre de savants étrangers. La liste présentée à l'assemblée, lui ayant paru insuffisante, elle décide qu'il devra lui en être soumis une seconde plus complète. M. le président invite à ce sujet les membres présents à faire connaître, à la prochaine séance, les candidatures qui leur paraîtraient de nature à être accueillies.

Sur la proposition du président, l'assemblée charge deux de ses membres, MM. le comte Dubois, conseiller d'État, et Legrand, auditeur au conseil d'État, de la représenter à la 4^e session du congrès international de statistique qui doit s'ouvrir à Londres, le 16 juillet prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Statuts adoptés par la société dans sa séance d'installation du 5 juin.

LES SOUSSIGNÉS,

Considérant que la statistique n'est pas autre chose que la connaissance ou la science des faits; qu'à ce titre, elle doit être la base du gouvernement des sociétés;

Que toutefois, malgré les développements considérables qu'elle a reçus dans tous les États policés, elle soulève encore des objections, des doutes, des difficultés qui paralysent, dans une certaine mesure, les efforts des gouvernements pour la populariser;

Que, par suite de l'ignorance qui règne au sein des masses, au sujet de la haute utilité des recherches statistiques, les enquêtes ouvertes par les gouvernements sur l'état économique des populations, sur les sources de la production, sur le mouvement de la richesse publique, rencontrent, de leur part, des défiances, quelquefois même une hostilité qui peuvent en compromettre les résultats; qu'à ce point de vue, il importe de les éclairer sur le but de ces enquêtes et de les disposer à les accueillir comme des mesures essentiellement favorables à leurs intérêts;

Considérant que les publications officielles n'ont qu'une publicité restreinte; que, par leur prix et les dimensions de leur format, elles ne peuvent que difficilement trouver place dans les bibliothèques particulières; enfin que leur caractère exclusi-

vement scientifique ne leur permet pas d'avoir un nombre de lecteurs considérable; qu'à ces divers points de vue, elles n'exercent pas sur les études statistiques une influence suffisante;

Qu'il importe que, sous ce rapport, l'action des gouvernements soit aidée, facilitée par des associations spéciales réunissant le plus grand nombre de membres possible et se livrant avec ardeur à des travaux destinés à mettre en honneur les recherches statistiques et à préparer ainsi la voie aux enquêtes administratives;

Considérant que l'efficacité de ces associations est démontrée par les faits; qu'on est notamment d'accord pour expliquer par le grand nombre de celles qui existent en Angleterre la facilité relative avec laquelle le gouvernement de ce pays obtient des populations, en l'absence de toute centralisation, des renseignements que les puissantes administrations du continent ne réussissent pas toujours à se procurer; que le gouvernement anglais est tellement convaincu des services qu'elles peuvent rendre à l'État, qu'il n'hésite même pas à se servir de leur intermédiaire pour réunir quelques-unes des statistiques officielles (par exemple, la statistique de l'agriculture en Écosse); que ses convictions à ce sujet sont partagées par les hommes politiques les plus éminents du Royaume-Uni, dont les noms sont inscrits les premiers sur les listes des membres de ces associations;

Considérant que les mêmes résultats peuvent être obtenus en France par la formation à Paris d'un organe central et libre des travaux statistiques, qui se mettrait en rapport, d'une part, avec les sociétés locales analogues, de l'autre, avec les sociétés étrangères;

Ont résolu de fonder, sous la réserve de l'autorisation du gouvernement, une société de cette nature, sous le titre de *Société de statistique de Paris*, conformément aux conditions ci-après :

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ.

Chapitre I. — But et travaux de la société.

ART. 1^{er}. Il est fondé à Paris une société savante ayant pour titre : *Société de statistique de Paris*, et se proposant, par ses travaux et ses publications, de populariser les recherches statistiques.

ART. 2. La société publie, sous le titre de *Journal de la société de statistique de Paris*, un bulletin mensuel divisé en deux parties, la première consacrée à l'insertion des communications des membres et à l'analyse des débats dont elles ont été l'objet; la deuxième à la reproduction ou à l'analyse de tous les faits statistiques publiés officiellement tant en France qu'à l'étranger.

Le recueil de la société est adressé gratuitement à tous ses membres.

ART. 3. La société se propose, en outre, de fonder une chaire de *statistique comparée*, enseignement entièrement nouveau en France, et qu'elle considère comme indispensable au succès de sa mission.

ART. 4. Elle encourage les études statistiques, en distribuant, chaque année, sur le rapport d'une commission spéciale, des médailles d'honneur aux personnes qui lui ont adressé les meilleurs travaux, imprimés ou manuscrits, ou qui ont le mieux résolu les questions qu'elle a mises au concours.

Les membres de la commission d'examen sont exclus de ce concours.

ART. 5. Aucune lecture ne peut être faite sans communication préalable du manuscrit au bureau, au moins quinze jours avant la séance dans laquelle elle doit avoir lieu.

ART. 6. Est interdite toute lecture qui contiendrait une appréciation quelconque des actes politiques du gouvernement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ou une attaque contre l'un des cultes reconnus par l'État.

ART. 7. La société a le droit d'insérer dans son recueil, si elle le juge convenable, toute communication qui lui aura été faite.

Chapitre II. — Conditions d'admission et organisation de la société.

ART. 8. Le nombre des membres de la société est illimité. Ils se divisent en membres titulaires et membres correspondants français ou étrangers. Les premiers

reçoivent seuls le recueil de la société. Les membres correspondants qui se trouvent accidentellement à Paris peuvent assister aux séances de la société.

ART. 9. La cotisation des membres titulaires est fixée à 25 fr. par année, payables en une seule fois dans les premiers jours de janvier de chaque année. La cotisation annuelle peut être convertie en une somme une fois payée de 250 fr. Tout membre en retard pendant une année de payer sa cotisation, peut être considéré comme démissionnaire et rayé du tableau par une simple décision du bureau. Cette décision est rapportée, si le sociétaire justifie d'une absence ou de toute autre circonstance considérée par le bureau comme une excuse suffisante.

ART. 10. Aucun membre nouveau, soit titulaire, soit correspondant, ne peut être admis que sur la présentation de deux sociétaires au moins et à la majorité absolue des membres présents. L'élection n'a lieu que dans la séance qui suit celle de la présentation.

ART. 11. Le Bureau de la société se compose d'un président d'honneur, d'un président, de quatre vice-présidents, d'un secrétaire perpétuel, de deux secrétaires adjoints et d'un trésorier. Ses membres, moins le président d'honneur et le secrétaire perpétuel, sont réélus tous les ans, à la majorité absolue des voix. Ils sont indéfiniment rééligibles.

ART. 12. Le président signe la correspondance de la société. Il peut, toutefois, pour les affaires ordinaires, ou, en cas d'absence, déléguer la signature au secrétaire perpétuel. Les diplômes d'admission, ainsi que les procès-verbaux des séances, sont nécessairement signés par lui.

En cas d'absence du président, les vice-présidents sont appelés au fauteuil par rang d'âge. Ils ont, dans ce cas, les mêmes droits et devoirs que le président. En cas d'absence des vice-présidents, l'assemblée appelle un de ses membres au fauteuil à la simple majorité des voix.

En cas de partage, le président a voix prépondérante. Il représente la société dans ses rapports avec l'autorité et le public.

ART. 13. L'administration de la société et la direction de son journal sont confiées au Bureau. Le secrétaire perpétuel rend compte, dans la première séance de chaque année, de la situation de la société pendant l'année précédente. Ce compte est écrit et déposé, avec les pièces à l'appui, dans la salle des séances où il peut en être pris connaissance, pendant un mois, par les sociétaires. Il est arrêté et approuvé par l'assemblée dans la séance suivante.

ART. 14. Le président, après avoir pris l'avis du bureau, peut soumettre l'étude de questions spéciales à l'examen de commissions dont il choisit les membres.

ART. 15. La société se réunit une fois par mois. Ses réunions mensuelles sont indépendantes de celles qui pourraient être provoquées extraordinairement, soit spontanément par le bureau, soit sur une demande signée par dix membres au moins de la société.

En outre des réunions ordinaires, la société tient tous les ans une séance publique, dans laquelle elle décerne les prix qu'elle a institués.

ART. 16. Aucune rétribution ou traitement ne peut être accordé aux membres du Bureau.

ART. 17. La liste des membres de la société, avec l'indication de leur adresse, est publiée tous les ans, dans le numéro de janvier du Recueil de la société.

ART. 18. Les présents statuts ne pourront être modifiés qu'à la suite d'une convocation spéciale et seulement à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Liste des membres fondateurs de la Société de statistique de Paris.

PARIS.

MM. ALLARD (Jean), ancien sous-préfet, rue Duguay-Trouin, 17.

BERGERON (Charles), ingén. du chemin de fer de l'Ouest, rue de Babylone, 37.

BERTILLON (Louis-Adolphe), docteur-médecin, ancien chemin de ronde de la Barrière-Blanche, 43.

- MM. BIGOT** (Jean-Baptiste-Théodore), docteur médecin, rue Mennessier, 5.
BING (Alfred), chef de la 3^e commission de statistique de la Seine, rue du faubourg Poissonnière, 58.
BLANC (Hippolyte), chef de bureau au ministère de l'instruction publique, rue du Cherche-Midi, 58.
BLANCHET (Alexandre-Louis-Paul), chirurgien en chef de l'institution impériale des sourds-muets, rue de Grammont, 23.
BLONDEL (Ferdinand), inspecteur principal de l'assistance publique à Paris, rue Neuve Saint-Augustin, 31.
BONJEAN (C.), sénateur, rue de Grenelle Saint-Germain, 16.
BOUDIN, médecin en chef de l'hôpital militaire de Vincennes, rue de Rivoli, 210.
BOUFFARD (Amand), négociant, rue Croix-des-Petits-Champs, 38.
BOURDON (Isidore), membre de l'Académie de médecine, rue Royale Saint-Antoine, 14.
BRIERRE DE BOISMONT (A.), docteur en médecine, rue du faubourg Saint-Antoine, 303.
CANTACUZÈNE PACHKANO (le prince J. A.), ancien ministre des finances à Jassy, rue d'Enfer, 13.
CAZEAUX, inspecteur général de l'agriculture, rue de Rumford, 3.
CHATELAIN (Anatole), chef du bureau de statistique au ministère des affaires étrangères.
CHATELUS, ingénieur en chef des mines, rue de Bourgogne, 21.
CHEVALIER (Michel), sénateur, rue de l'Université, 73.
COQ (Paul), de la Société d'économie politique, rue des Dames-Batignolles, 52.
DEBRAUZ DE SALDAPENNA (le chevalier Louis), conseiller ordinaire de S. M. l'empereur d'Autriche, rue Neuve-des-Mathurins, 39.
DOYÈRE (Louis-Michel), ancien professeur à l'institut agronomique de Versailles, boulevard Pèreire, 54.
DUBOIS (comte Eugène-Joseph), conseiller d'État, rue Neuve-des-Mathurins, 89.
DUBOUCHERON, propriétaire, rue Saint-Honoré, 76.
DUFAU, ancien directeur de l'établissement des Jeunes Aveugles, rue de Vaugirard, 62.
DUMESNIL DE MARIGNY, ancien élève de l'École polytechnique, rue Caumartin, 68.
DUPLAY (Eugène), chef d'institution, rue Marbeuf, 44.
DUPONT (Paul), membre du Corps législatif, imprimeur, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 45.
DUPOIT (Arsène), inspect. gén. des ponts et chaussées, rue du Cherche-Midi, 14.
FOUCHER (Victor), conseiller à la Cour de Cassation.
FRIGNET (Ernest), avocat à la Cour impériale de Paris, rue Saint-Florentin, 4.
GIVELET (Henri), propriétaire, boulevard de Sébastopol, 82.
GODOY (prince Emmanuel de), attaché à l'ambassade d'Espagne.
GUÉRIN (Eugène), employé au ministère de l'agriculture et du commerce.
GUILLARD (Achille), ancien chef d'institution, boulevard Clichy, 43.
HORN (J.), de la société d'économie politique, rue du Télégraphe, 11 (18^e arr).
HUMBERT (Charles), propriétaire, rue Richempanse, 8.
JAILLON (Théophile), manufacturier, rue Boursault, 19.
JOUBLEAU (Félix-Joseph), de la société d'économie politique, rue d'Astorg, 32.
JUGLAR (Joseph-Clément), docteur en médecine, rue Saint-Jacques, 167.
KASTNER (Georges), membre de l'Institut, rue Boursault, 16.
KERGORLAY (comte Henri de), membre du Corps législatif, rue de Varennes, 48.
LAME-FLEURY (Ernest-Jules), ingénieur des mines, rue Neuve-de-l'Université, 14.
LAUSSEUR, négociant, rue de la Paix, 10.
LAVALLÉE (Pierre), conseiller-maître à la Cour des comptes, rue de l'Oratoire-du-Roule, 12.
LAVERGNE (Léonce de), membre de l'Institut, place de la Madeleine, 8.
LEGOYT (Alfred), chef du bureau de la statistique générale de France.
LEGRAND (Arthur), auditeur au conseil d'État, rue de la Ferme, 17.

- MM. LE HIR** (Jean-Louis), avocat à la Cour impériale de Paris, rue de la Sourdière, 16.
LISLE (Pierre-Égiste), docteur-médecin, rue Saint-Dominique, 190.
MAES (Émile), employé à la compagnie d'assurances la Fraternelle-Parisienne, boulevard Montmartre, 5.
MALARCE (Auguste de), sous-chef au ministère de l'intérieur, rue Bonaparte, 72.
MANNEQUIN (Jean-Baptiste-Théodore), attaché à la légation de Guatemala, rue de Lille, 37.
MAROT, secrétaire et archiviste de l'administration des Quinze-Vingts, quai de la Mégisserie, 68.
MEDING (Henri-Louis), docteur en médecine, rue du faub. Saint-Honoré, 54.
METTERNICH (prince de), ambassadeur d'Autriche à Paris.
MILLOT (Louis), ancien élève de l'École polytechnique, rue d'Amsterdam, 49.
MOIRANS, employé au ministère de l'intérieur.
MÜLINEN (le comte de), 1^{er} secrétaire de l'ambassade d'Autriche à Paris.
NICOLAS (Charles-Étienne), ingénieur des ponts et chaussées, rue de l'Ouest, 9.
NOBEY (Pierre-Alphonse), docteur en médecine, rue du faub. Poissonnière, 48.
PARCHAPPE, inspecteur général des asiles d'aliénés et du service médical des prisons.
PASSY (Hippolyte), ancien ministre, membre de l'Institut, rue Greffulhe, 4.
PAUL (A.), architecte, rue Montholon, 21.
PAUTET DU ROZIER (Jules), ancien sous-préfet, rue du Bac, 81.
PIOGEY (Jules), avocat à la Cour impériale de Paris, rue Briffault, 24.
PITTOIS (Claude), propriétaire, rue de Clichy, 56.
PITTOIS (Ernest), propriétaire, rue de Clichy, 56.
POMMIER (André), membre de la société impériale d'agriculture, rue Coquil-lière, 10.
PROPHÈTE (Guerrier), ancien ministre de l'intérieur d'Haïti, place du Havre, 13.
ROBYNS (Jules), propriétaire, rue de Vaugirard, 79.
ROCHUSSEN (Guillaume, comte de), secrétaire de la légation des Pays-Bas, rue du Marché d'Aguesseau, 3.
ROTHSCHILD (baron James de), consul général d'Autriche, rue Laffitte, 21.
ROUBAUD (Félix), docteur en médecine, rue du Helder, 24.
RUINET (Eugène), négociant, rue Montmartre, 166.
SCHWARTZ (Guillaume), conseiller de S. M. l'empereur d'Autriche, rue Laffitte, 21.
SCHWIND, négociant, rue Neuve-Claude-Maraïs, 1.
SEYDOUX aîné, membre du Corps législatif, rue de Clichy, 66.
SOLAVILLE (Valentin de), docteur en médecine, rue de la Chaussée-d'Antin, 18.
SOUTZO (le prince Nicolas-Constantin), rue d'Enfer, 13.
STERIOD (le prince Constantin), ministre des finances à Bucharest, rue d'Enfer, 13.
UBICINI (A.), homme de lettres, rue d'Enfer, 13.
VILLE (George), professeur au muséum d'histoire naturelle.
VIDAL (Léon), inspecteur général des prisons, rue de la Victoire, 75.
VILLERMÉ, membre de l'Institut, rue Vieille-du-Temple, 29.
WERBROUCK (Edmond de), rue des Martyrs, 33.
WOLOWSKI (Louis), membre de l'Institut, rue de la Victoire, 14.

DÉPARTEMENTS ET ÉTRANGER.

- MM. AIGRON** (Pierre-Laurent), président de la commission de statistique du canton de Lusignan (Vienne).
AUBOURG DE LA CONTRYE, propriétaire, place Royale, à Caen (Calvados).
BARAT-PONTEAU (Joseph), propriétaire et maire de la commune de Cour-sur-Loire, au Vivier (Loir-et-Cher).
BASQUE (Jean-Baptiste-Antoine), chef de bureau à la préfecture d'Angoulême (Charente).
BAUSSET-ROQUEFORT (marquis de), juge au tribunal civil de Lyon (Rhône).

- MM. BÉCHET (Victor-François), docteur-médecin à Avranches (Manche).
BERGER-LEVRAULT (Oscar), imprimeur-libraire à Strasbourg (Bas-Rhin).
BESSAT (François-Marie), inspecteur des douanes en retraite, à Dunkerque (Nord).
BLANCHE (Claude-François-Marie), propriétaire à Taises, commune de Saint-Remy (Saône-et-Loire).
BONDELET (Antoine), président de la commission de statistique du canton d'Aunay-sur-Don (Calvados).
BOURDIN (Claude-Étienne), docteur-médecin, secrétaire de la commission de statistique du canton de Villejuif (Seine).
BOUSQUET (Casimir), homme de lettres à Marseille (Bouches-du-Rhône).
CÉZARD (Alphonse), armateur à Nantes (Loire-Inférieure).
CÈRE (Paul), directeur de la colonie agricole de Montevral (Seine-et-Marne), à Paris, rue Richelieu, 79.
CHALLETON (Jean-François-Félix), ingénieur des mines à Montauger, près Corbeil (Seine-et-Oise).
CHARLIER (Henri), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Raucourt (Ardennes).
CHASTELLUX (Louis-Émanuel de), conseiller de préfecture de la Moselle.
CHESNAY (Louis), chef de division à la préfecture de Loir-et-Cher.
CHOPIN (Pierre), chef de division à la préfecture des Ardennes.
CLINCKSPoor (Alphonse), représentant de la société linière à Gand (Belgique).
CALOVOULOS, docteur-médecin à Strasbourg.
CULLEN (B. C.), armateur à Bordeaux.
CUNIN-GRIDAINÉ (Charles), manufacturier à Sedan (Ardennes).
DAIRE (Nicolas-Auguste), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Briey (Moselle).
DELOM, chef de division à la préfecture du Lot.
DESPOUY (Bernard-Léon), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Cazères (Haute-Garonne).
DIGEON, juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Flers (Orne).
DRALLIAT (Joseph-Scipion), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Saint-Laurent-du-Pont (Isère).
FAYET, inspecteur d'académie à Chaumont (Haute-Marne).
FERRAND (Jacques-Joseph), maire de Marcilly-en-Beauce (Loir-et-Cher).
FONTETTE (marquis Aimé-Louis de), président de la chambre d'agriculture de Caen (Calvados).
FRETAY (Halna du), président de la commission de statistique de Douarnenez, au Penity (Finistère).
GRIMAL (Isidore-César), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Launoy (Nord).
HARY (Englebert), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Marquion (Pas-de-Calais).
HOUSSARD (Eugène-Julien), docteur-médecin à Avranches (Manche).
JARRAULT (Louis-Étienne), juge de paix, président de la commission cantonale de statistique de Bouilly (Aube).
JOURDIER (Auguste), agronome à Versailles (Seine-et-Oise).
LAGACHE (Célestin), ancien représentant, à Courcelle-Épayelle (Oise).
LALANDE (Armand), négociant à Bordeaux.
LANDRE (baron de), président de la commission de statistique du canton de Busancy (Ardennes).
LAURENS (Paul), rédacteur de l'Annuaire départemental du Doubs, à Besançon.
LAURENT (Émile), chef de division à la préfecture de la Gironde.
LAUSSUGG (Jules), juge de paix à Pouillon (Landes).
LETELLIER (Henri), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Putanges (Orne).

- MM. LEFÈVRE** (Pierre-Édouard-Alex.), chef de divis. à la préfecture d'Eure-et-Loir.
LHOMME (Aimé-Léon), secrétaire de la mairie de Blois (Loire-et-Cher).
MANTE (Jacques-Fortuné), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Gordes (Vaucluse).
MARION (Charles-Remi), docteur-médecin, à Trévoux (Ain).
MARTIN (Gérard-Adolphe), président de la commission de statistique du canton de Rozoy-sur-Serre (Aisne).
MILLERET (Jacques), ancien député, à l'Étang, commune de Saran (Loiret).
MODESTE (Victor), secrétaire de la mairie de Meaux (Seine-et-Marne).
MOREAU (Paul), maire de Mer, conseiller général de Loir-et-Cher.
MOSER (Hippolyte), chef de division à la préfecture de Seine-et-Oise.
OFFEL (Étienne), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Longwy (Moselle).
PARENTY (Auguste), chef de division à la préfecture du Pas-de-Calais.
PICOT (Alexis), avocat à Blois (Loir-et-Cher).
PONTGIBAUD (comte de), propriétaire à Fontenay, près Montebourg (Manche).
POUSSIN (Auguste), manufacturier à Elbeuf (Seine-Inférieure).
PUTOIS, juge de paix à Nangis (Seine-et-Marne).
RAPIN, juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Levet (Cher).
ROSSIGNOL (Auguste), négociant, au moulin Buttin, commune de Villeite (Moselle).
ROUGIER (Alexandre), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Mont-Guyon (Charente-Inférieure).
ROUX (Pierre-Martin), docteur en médecine, secrétaire perpétuel de la société de statistique de Marseille.
SAINGERI (Gérard-Auguste), juge de paix, président de la commission de statistique du canton de Renwez (Ardennes).
SANSON (Pierre-Hippolyte), chef de division à la préfecture de Lot-et-Garonne.
SERRET (Jules), avocat à Agen (Lot-et-Garonne).
TEYSSIER DES FARGES, propriétaire, au château de Beaulieu, par Jouy-le-Châtel (Seine-et-Marne).
TOUCAS (Joseph-André), président de la commission de statistique du canton de Solliès-Pont (Var).
VALENTIN-SMITH (Joannès), conseiller à la Cour impériale, à Lyon.
VIDET (Clément), chef de division à la préfecture de l'Ariège.
VINGTRINIER (Barthélemy), médecin des prisons de Rouen (Seine-Inférieure).